

SOMALIE L'ONU à hue et à dia.

Le nouveau désordre international bat son plein.

Sur le terrain, la guerre continue. Les américains dans leur acharnement à supprimer physiquement le général Aïdid multiplient les "bavures". Plusieurs civils ont été tués notamment des femmes et des enfants.

Malgré le refus des américains de négocier avec le général Aïdid dont ils ont mis la tête à prix, l'ONU et Bouthros-Ghali, par l'intermédiaire de l'ONUSOM se sont déclarés prêts à discuter avec ce dernier!... Ce dialogue direct heurte de plein fouet la stratégie des Etats-Unis basée sur le recours à la force.

N° 20 septembre 1993

RASSEMBLER A GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR "RASSEMBLER A GAUCHE"

SALEM... SHALOM... PAIX...

par Amaury Couderc

L'accord israélo-palestinien est bien sûr le résultat de la volonté de deux hommes d'exception, Shimon Péres et Yasser Arafat, mais c'est aussi et surtout la conjonction, dans une situation donnée, de deux facteurs: l'un économique pour le gouvernement travailliste en Israël, l'autre politique pour les dirigeants de l'OLP.

UNE ECONOMIE MINEE PAR L'EFFORT DE GUERRE ET L'INTIFADA.

L'économie israélienne vit depuis la naissance de l'état d'Israël sous perfusion: la diaspora, et en particulier la diaspora américaine tient à bout de bras l'économie d'un pays miné par un effort de guerre permanent. Israël n'a plus les

moyens matériels d'entretenir à grands frais une armée d'occupation à Gaza et en Cisjordanie. La Bande de Gaza, une des régions les plus pauvres et les plus peuplées de la planète, ne survit que par l'argent que ramènent d'Israël les 26 000 palestiniens qui chaque jour partent y travailler...

Avec l'interdiction de sortir du territoire et le blocus, les problèmes sont devenus insolubles. L'Intifada a pris une telle ampleur dans ce secteur que l'armée israélienne, malgré de perpétuels renforts, ne parvient à assurer un minimum d'ordre dans ce territoire qu'en y faisant régner une véritable terreur. A la destruction physique des palestiniens .../...

L'ANNEE DERNIERE A MA...

par Pierre Déjean

Non, "Rassembler à Gauche" n'a pas décidé de lancer une rubrique cinéma. Il ne s'agit que de Maastricht. Encore une fois. Mais peut-être la dernière. Car le traité est mort cet été, après une longue agonie commencée au Danemark voici un peu plus d'un an. Bien sûr, l'on nous parle encore d'Union Economique et Monétaire, mais bientôt plus aucun pays ne satisfera aux conditions requises par le traité. Bien sûr, l'on nous parle encore de monnaie unique, mais l'échéance est repoussée, malgré les démentis, de quelques années. Bien sûr l'on nous affirme que le SME est toujours vivant mais les deux monnaies qui en étaient sorties avant la "crise" de l'été ne l'ont toujours pas réintégré malgré une marge de fluctuation de plus ou moins 15%.

Mais au fait, de quoi est-il mort, ce traité? Des coups reçus? Du NON danois? Du OUI riquiqui français? De la bataille de procédure au Royaume Uni? Il ne nous semble pas. Le traité a été ratifié par 11 pays sur 12. La ratification par le douzième (l'Allemagne) ne faisait aucun doute. Et c'est justement au moment où les "maastrichtiens" du Royaume Uni remportaient la victoire que le traité est mort. Amère victoire.

.../...

"RASSEMBLER A GAUCHE" est le lien entre tous ceux et celles qui font le choix de se rassembler pour rechercher une issue à la crise qui secoue aujourd'hui la gauche.

"RASSEMBLER A GAUCHE" n'est pas une organisation politique formelle, c'est un lieu de débat et d'action ponctuelle. Il rassemble des hommes et des femmes impliqués dans différentes organisations traditionnellement de gauche, mouvements se réclamant de la gauche, écologistes, inorganisés, tous favorables au rassemblement.

Les articles seront signés et n'engageront que leurs auteurs.

L'ANNEE DERNIERE A MA... suite

Non, le traité est mort d'une maladie bien plus grave. Incurable: la contradiction interne. Car il y a contradiction à vouloir enrayer la spéculation par la libre circulation des capitaux. Quand on veut laisser les capitaux traverser les frontières sans rendre de compte à qui que ce soit, la spéculation est encouragée. Il ne suffit pas d'édicter des règles de conduite, fussent-elles bonnes, pour que celles-ci soient respectées. Il faut se donner les moyens de contrôle et de contrainte. Sans contrôle, sans contrainte, c'est la loi du plus fort. On ne peut pas demander au capitalisme d'opter pour des règles morales alors que son principe est celui du maximum de profit en un minimum de temps.

Certains ont acquis en quelques jours des fortunes colossales par le jeu de la spéculation sur les monnaies. Erreur. Ils n'ont pas acquis ces fortunes. Ils les ont augmentées. Car pour pouvoir spéculer, il faut déjà être fortuné. Notons au passage, que cela leur donnera encore plus de moyens pour la prochaine vague de spéculation.

Croyant plus aux vases communicants qu'à la génération spontanée, il nous faut bien admettre que les sommes gagnées par certains ont été perdues par d'autres. Ne cherchez pas! C'est vous, c'est moi. Qui se porte garant de la monnaie qu'il a frappée? L'état. C'est donc lui .../...

SALEM... SHALOM... PAIX...

suite

s'oppose en parallèle la destruction morale des soldats israéliens dont les actions sont vouées aux "dérapages" et aux "bavures" permanents. Il est aisé de comprendre que du côté palestinien, cette colère accumulée devant tant d'humiliations, allait exploser; dans une telle situation tout pouvait et même peut encore dégénérer gravement. Le gouvernement israélien en est conscient, l'accélération de l'Intifada aura été assurément la raison première de la recherche d'une solution de paix par Israël.

L'arrivée massive de colons venus des pays de l'Est a mis à mal un équilibre économique précaire remis périodiquement à flot par une aide des Etats-Unis, cette aide a permis à plusieurs reprises au "shekel" de n'être pas dévalué dans des proportions dramatiques pour l'ensemble de l'économie. Les implantations de colons en Cisjordanie occupée sont maintenues à grand renfort de subventions et n'ont aucune justification économique pour Israël. Ce sont plus de 400 000 immigrants de l'ex-URSS qui se sont installés en Israël depuis 1989, plus d'une famille sur deux vit en dessous du seuil de pauvreté, les scientifiques sont employés à des tâches non qualifiées, notamment les médecins dont les diplômés ne sont pas reconnus. Le taux de chômage parmi ces nouveaux immigrants atteint 36%, selon les données officielles, alors qu'il s'élève à 11% environ de la population active.

Si le gouvernement travailliste ne parvenait pas à réduire son effort de guerre et à limiter, voire supprimer, les implantations de colons hors des frontières d'Israël, ce serait toute l'économie israélienne qui serait en danger à échéance de 2 à 3 ans. **Israël a besoin de la paix et d'ouvrir son économie à l'ensemble du Moyen Orient.**

Ces raisons bien sûr n'auraient pas été à elles seules un facteur suffisant pour enclencher un processus de paix.

DIALOGUER AUJOURD'HUI AVEC YASSER ARAFAT SUR DES BASES DEMOCRATIQUES ET LAIQUES, OU DEMAIN AVEC LES INTEGRISTES...

La deuxième raison, politique celle-là, tient paradoxalement à l'affaiblissement politique de l'OLP et tout particulièrement de son leader Yasser Arafat. C'est un personnage hors du commun. Je l'ai rencontré il y a quelques mois dans son "Q.G." de Tunis et j'ai pu mesurer la capacité de cet homme à utiliser ses faiblesses comme des moyens supplémentaires pour convaincre son interlocuteur de la justesse de son analyse et de la nécessité incontournable de traiter avec lui... faute d'avoir à traiter demain avec d'autres (le Hamas) mais sur des bases beaucoup moins acceptables et surtout dans un autre état d'esprit...

Qu'elle est la situation actuelle de l'OLP et de son chef Yasser Arafat?

- L'infrastructure militaire de l'OLP n'existe plus depuis l'invasion du Liban en juin 82 par Israël.

- La guerre du Golfe et le soutien complet de Yasser Arafat à Saddam Hussein prive l'OLP des apports financiers du Koweït et des monarchies du Golfe.

Ce bulletin est le votre, aidez-nous à le faire vivre.

Associez-vous à notre démarche en participant financièrement.

Nom

Adresse n° rue

Prénom

Ville

Code postal

Je verse la somme de 50 fr 100 fr autre

A retourner à A. Couderc, le Clos, Boissy-sous-Saint-Yon, 91790

SALEM... SHALOM... PAIX...

suite

- L'OLP est obligé de fermer plusieurs représentations diplomatiques à l'étranger.

- Plus grave, en Cisjordanie occupée, mais surtout à Gaza, l'OLP contient difficilement la progression du Hamas dont les positions se renforcent, surtout auprès de la jeunesse, partout où la situation économique devient ingérable. Les attentats spectaculaires attirent les jeunes générations avides de revanche.

- Sur le plan diplomatique, la Syrie est prête à passer un accord séparé avec Israël sur le plateau du Golan.

Arafat est de plus en plus isolé.

Yasser Arafat n'est pas un idéologue, c'est un homme pragmatique. La situation internationale, la montée de l'intégrisme, les difficultés financières de son organisation, son isolement diplomatique, l'ont convaincu qu'il fallait enclencher dès maintenant un processus de paix même sur une petite portion du territoire palestinien, sans obérer pour autant la suite du processus (il suffit de lire pour cela le texte de l'accord conclu entre l'OLP et Israël) l'essentiel pour Yasser Arafat étant la reconnaissance par Israël de l'existence d'un état palestinien, toujours nié par ses adversaires. Le dialogue dans un processus de paix fera le reste... Aujourd'hui, même si des deux côtés les faucons se préparent à saboter cet accord, la dynamique de la paix sera irréversible.

L'essentiel, aujourd'hui, est la reconnaissance réciproque. Les deux peuples aspirent à la paix et plus rien ne pourra empêcher la poursuite du dialogue et du processus.

Cette reconnaissance mutuelle dépasse aujourd'hui les hommes qui ont conclu cet accord et les font tous deux entrer vivants dans l'Histoire.

UN FORMIDABLE ESPOIR DE DEVELOPPEMENT QUI DEVRAIT PROFITER A TOUS...

Cet accord va ouvrir un espace immense pour le développement économique de la région.

- Il faudra créer dans les 10 ans plus de 150 000 logements pour faire face au retour des réfugiés.

- Développer l'industrie et l'artisanat.

- Maîtriser l'eau, irriguer pour une agriculture qui reste la base de l'économie palestinienne.

- Développer le tourisme dans un cadre qui reste privilégié.

- Etablir un système bancaire et rétablir un système fiscal favorable au nouvel état.

Israël est désormais accepté par ses voisins; la normalisation de ses rapports avec les Etats Arabes fait qu'Israël ne sera plus une enclave occidentale au Moyen-Orient, mais bien partie prenante de la vie économique, politique et culturelle de cette région.

Le développement économique du futur état palestinien sera forcément étroitement lié à l'économie israélienne; en tout état de cause ce sera pour cet état le moyen le plus sûr de se développer rapidement. L'OLP a fait le choix d'un système économique libéral et ouvert, gageons qu'Arafat, ne serait-ce que par pragmatisme et souci d'aller au plus court, fera le choix de le lier au moins dans un premier temps à l'économie israélienne sans pour autant en faire un partenaire exclusif. La monnaie palestinienne devrait s'appeler le "genia" et remplacer le "shekel" dans les territoires libérés, mais bien sûr beaucoup

L'ANNEE DERNIERE A

MAI...

suite

qui paie la différence. Donc vous et moi par le biais des taxes et impôts.

Alors que faire pour freiner cette spéculation (faute dans un premier temps de l'empêcher)? D'abord mettre fin au secret: toute somme

traversant une frontière doit faire l'objet d'une déclaration sur son montant et son utilisation (à partir d'un certain niveau: pas question bien

entendu de demander des comptes au touriste qui paie son emplacement au camping ou sa chambre d'hôtel). Tout mouvement de capitaux non justifié peut faire l'objet d'une taxation jusqu'à totalité du montant. Ensuite rapprocher petit à petit les législations économiques de tous les pays.

Plus les législations seront proches, moins les marges de fluctuation seront importantes.

Bien sûr, tout n'est pas possible tout de suite. Raison de plus pour commencer maintenant. Et puisque les douze pays de l'Union Européenne ont affiché leur volonté de travailler ensemble et de construire l'Europe, commençons par là.

Nous avons là, à notre avis, la seule alternative possible à Maastricht: une économie qui soit soumise au politique.

L'union dans l'action - Appels communs.

Dans le Cher, les organisations départementales de la CGT, de FO, de la CFDT, de la FSU, de la CFE-CGC et de la FEN appellent les salariés, les chômeurs et les retraités à lutter ensemble pour leurs revendications.

**SALEM... SHALOM...
PAIX...**
suite

d'obstacles sont encore à surmonter, ne serait-ce que le problème des réserves en or et en devises... le réseau bancaire est quasiment inexistant, si ce n'est quelques succursales de banques israéliennes implantées dans les territoires.

Tout reste à faire et si tous ceux qui sont intéressés à la réussite de ce formidable pari qu'est "la paix" entre deux peuples séparés par l'histoire et la religion, mais dont le fond de la culture est commun, acceptent de participer et d'aider à la construction de ce nouvel état, un formidable essor économique devrait intervenir dans cette région.

UNE URGENCE COMMUNE: FAIRE LA PAIX.

Laissons conclure Leila Chahid, représentante de l'OLP en France: *"Aujourd'hui, israéliens et palestiniens découvrent enfin qu'ils ont un intérêt commun, une urgence commune: FAIRE LA PAIX.*

Nous n'existerons pas vraiment et librement les uns sans les autres. Il faut maintenant aller d'une négation mutuelle vers une reconnaissance mutuelle.

L'OLP se prononce clairement pour une coexistence avec les juifs, elle est ainsi dans le droit fil de ses principes démocratiques et laïques."

ATTEINTE AUX ACQUIS SOCIAUX DANS LES BANQUES.... MERCİ MR BALLADUR

par Jacques ADRIEN

Les patrons bancaiers n'auront pas chômé cet été. Alors que les statistiques du chômage s'envolent et que le pouvoir d'achat apparaît singulièrement amputé par les augmentations de la CSG, des impôts indirects (exemple taxe sur l'essence) et de diverses taxes, d'importants acquis sociaux sont mis en cause.

Les banques pourront bientôt ouvrir leurs guichets six jours sur sept et plus de huit heures par jour. Actuellement le décret du 31 mars 1937 qui régit les conditions de travail dans les établissements financiers contraint ces derniers à fermer leurs portes deux jours consécutifs par semaine dont le dimanche; il interdit également l'organisation du travail par équipe et par roulement. Depuis cinquante six ans l'A.F.B. (Association Française des Banques), organisation patronale réclame l'annulation de ce décret. Jusqu'à maintenant aucun gouvernement même de droite n'avait cédé à ces pressions patronales. C'est chose faite maintenant; le gouvernement Balladur dans le cadre du projet de loi quinquennal pour l'emploi va annuler tous les décrets d'application de la loi de juin 36 sur les 40 heures et parmi eux le décret du 31 mars 37.

Les banquiers pourront ainsi faire travailler les salariés par relais et par roulement sans contrepartie: pas de réduction du temps de travail prévue, pas de garantie de création d'emplois.... et des horaires au bon vouloir du patronat ne répondant qu'à des critères de profit...

Résultat: adieu les acquis de la profession.... et dans toutes les branches professionnelles les exemples peuvent se multiplier.

Appelez vous cela des mesures sociales Mr BALLADUR ?

"Rassembler à Gauche" a de plus en plus de lecteurs; sa diffusion augmente régulièrement, cela entraîne des frais d'impression et d'envoi toujours plus importants.

Aujourd'hui, il ne nous est plus possible d'assurer l'envoi régulier de "Rassembler à Gauche" à ceux qui, nous pensons simplement par oubli, n'ont pas réglé leur abonnement. Nous savons que vous êtes tous sollicités pour de multiples activités militantes, néanmoins, si tu approuves notre démarche de rassemblement à gauche, si tu apprécies ce que nous avons entrepris avec la parution régulière de notre journal, tu ne manqueras pas de régler rapidement ton abonnement (soutien 100 Fr.).

La rédaction de "Rassembler à Gauche" compte sur toi et t'adresse, cher ami, son amical salut.

La rédaction de "Rassembler à Gauche".

Un "Rassemblement à Gauche" qui reste à inventer...

A l'occasion du séminaire animé par Laurent Fabius, ce dernier a appelé à "préparer les conditions du rassemblement à gauche". Robert Hue, membre du bureau politique du PC a répondu à l'invitation faite au Parti Communiste. Robert Hue a notamment déclaré *"Nous avons affirmé notre accord pour participer à toute rencontre ou débat où nous pouvons nous retrouver avec tous ceux qui sont attachés aux valeurs de gauche et de progrès."*

Il ne s'agit pas de faire renaître de ses cendres "l'Union de la Gauche" qui a douloureusement échoué; mais de créer les conditions pour que les citoyens eux-mêmes, sur la base d'un projet politique dont ils définiront ensemble la nature et la cohérence à partir du dialogue et de l'action, bâtissent un vaste rassemblement.